



www.bmcebank.ma

# BMCE BANK

## EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES

### COMPTABLES APPLIQUÉS PAR

#### LE GROUPE

## 1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

### 1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE BANK sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe produit les notes annexes relatives à la situation intermédiaire conformément aux dispositions de la norme IAS 34.

### 1.2. Principes de consolidation

#### a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère.
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

#### b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 30 juin 2013, aucune filiale du groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

#### c. Les règles de consolidation

Les États financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

#### Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

#### Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

## d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

### Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

### Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

### Ecart d'acquisition

À la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce, en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

### Evaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La juste valeur, étant le montant auquel on pourrait raisonnablement s'attendre pour la vente d'une UGT, à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des *cash flows* actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « *Discounted Dividend Model* », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « *Discounted Cash flows* » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

### Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du groupe.

### 1.3. Actifs et passifs financiers

#### a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### b. Titres

##### Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.

##### Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.



www.bmcebank.ma

# BMCE BANK

## EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES

### COMPTABLES APPLIQUES PAR

#### LE GROUPE

#### Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

#### Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêt, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

#### Acquisitions et cessions temporaires

##### Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances »

##### Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

##### Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

#### c. Opérations en devises

##### Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

#### d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

##### Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un Groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses comme suit :

**Créances individuellement significatives :** Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés.

**Les créances non individuellement significatives :** La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclassement approprié à chaque classe homogène des risques.

##### Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondés sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt. Cette analyse permet d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou de la Direction des Risques peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des *watch list* qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat.

##### Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse **significative** du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse **durable** à travers l'observation d'une moins value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Par ailleurs, et compte tenu de la nature du portefeuille, le groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.

##### Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.





www.bmcebank.ma

# BMCE BANK

## EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES

### COMPTABLES APPLIQUES PAR

### LE GROUPE

#### e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE BANK et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

#### f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE BANK SA et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, la banque ne détenait aucune position en actions propres.

#### g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêtés, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

#### h. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation.

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

#### i. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisé pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

#### j. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

#### k. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

### 1.4. Immobilisations

#### a. Immobilisations corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du groupe BMCE Bank.

#### Matrice de décomposition retenue par BMCE BANK

|                                    | Immeubles Sièges |     | Immeubles autres que sièges |     |
|------------------------------------|------------------|-----|-----------------------------|-----|
|                                    | Durée            | QP  | Durée                       | QP  |
| Structure, gros œuvres             | 80               | 55% | 80                          | 65% |
| Façade                             | 30               | 15% |                             |     |
| Installations générales techniques | 20               | 20% | 20                          | 15% |
| Agencements                        | 10               | 10% | 10                          | 20% |

#### Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

#### b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

#### c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

### 1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

#### a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

##### Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.



www.bmcebank.ma

# BMCE BANK

## EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES

### COMPTABLES APPLIQUES PAR

#### LE GROUPE

#### Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

#### b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

#### Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

#### Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

#### 1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 30 juin 2013 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

#### 1.7. Avantages au personnel

##### Classification des avantages au personnel

##### a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

##### b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

##### c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

##### d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

##### e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

#### Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

##### a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « *projected unit credit* » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

##### b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en Frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

#### 1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE BANK sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

#### 1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Trois critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers ;
- probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation ;
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

#### 1.10. Impôt exigible et différé

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui a moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.



Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

### 1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

### 1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

### BILAN

En milliers de DH

| ACTIF  | Jun 2013           | Déc 2012           |
|--|--------------------|--------------------|
| Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux | 9 842 349          | 9 922 200          |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat                                 | 28 353 972         | 34 244 677         |
| Instruments dérivés de couverture  |                    |                    |
| Actifs financiers disponibles à la vente   | 3 227 109          | 2 795 923          |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés                  | 17 245 764         | 21 396 946         |
| Prêts et créances sur la clientèle   | 140 508 316        | 138 808 778        |
| Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux                   |                    |                    |
| Placements détenus jusqu'à leur échéance   | 11 260 752         | 10 518 941         |
| Actifs d'impôt exigible  | 258 850            | 215 856            |
| Actifs d'impôt différé   | 383 548            | 310 849            |
| Comptes de régularisation et autres actifs                                       | 5 489 026          | 4 938 775          |
| Actifs non courants destinés à être cédés  |                    |                    |
| Participations dans des entreprises mises en équivalence                         | 427 535            | 406 928            |
| Immeubles de placement   | 769 158            | 164 160            |
| Immobilisations corporelles  | 5 362 592          | 5 131 528          |
| Immobilisations incorporelles  | 771 669            | 751 455            |
| Ecarts d'acquisition   | 832 470            | 832 470            |
| <b>TOTAL ACTIF IFRS</b>  | <b>224 733 110</b> | <b>230 889 486</b> |

En milliers de DH

| PASSIF IFRS   | Jun 2013           | Déc 2012           |
|---|--------------------|--------------------|
| Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux     | 67 402             | 67 382             |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                 | 1 614              | 1 614              |
| Instruments dérivés de couverture                                 |                    |                    |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés           | 32 598 936         | 34 228 166         |
| Dettes envers la clientèle  | 147 359 029        | 144 650 757        |
| Titres de créance émis  | 11 695 325         | 14 014 898         |
| Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux   |                    |                    |
| Passifs d'impôt courant   | 199 158            | 36 296             |
| Passifs d'impôt différé   | 1 048 459          | 983 149            |
| Comptes de régularisation et autres passifs                       | 7 533 972          | 13 210 127         |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés        |                    |                    |
| Provisions techniques des contrats d'assurance                    |                    |                    |
| Provisions pour risques et charges                                | 500 860            | 523 235            |
| Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie |                    |                    |
| Dettes subordonnées   | 5 810 466          | 4 760 333          |
| <b>TOTAL DETTES</b>   | <b>206 815 221</b> | <b>212 475 957</b> |
| Capital et réserves liées   | 12 100 684         | 11 981 368         |
| Réserves consolidées  |                    |                    |
| - Part du groupe  | 1 246 769          | 1 269 547          |
| - Part des minoritaires   | 3 606 028          | 3 516 000          |
| Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe               | 105 499            | 86 129             |
| Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires        | -17 231            | -18 970            |
| Résultat net de l'exercice  |                    |                    |
| - Part du groupe  | 595 289            | 923 152            |
| - Part des minoritaires   | 280 851            | 656 309            |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</b>                          | <b>17 917 889</b>  | <b>18 413 529</b>  |
| <b>TOTAL PASSIF IFRS</b>  | <b>224 733 110</b> | <b>230 889 486</b> |

### ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

|  | Jun 2013       | Déc 2012         |
|--|----------------|------------------|
| <b>Résultat net</b>  | <b>876 140</b> | <b>1 579 461</b> |
| <b>Ecart de conversion</b>   | <b>-3 039</b>  | <b>1 689</b>     |
| Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente nette d'impôts                         | 24 148         | 2 949            |
| Réévaluation des instruments dérivés de couverture   |                |                  |
| Réévaluation des immobilisations   |                |                  |
| Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies   |                |                  |
| Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE |                |                  |
| <b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>                   | <b>21 109</b>  | <b>4 638</b>     |
| <b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>             | <b>897 249</b> | <b>1 584 099</b> |
| Part du groupe   | 614 659        | 927 095          |
| Part des intérêts minoritaires   | 282 590        | 657 004          |

### COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

En milliers de DH

|  | Jun 2013         | Jun 2012         |
|--|------------------|------------------|
| Intérêts et produits assimilés   | 5 620 006        | 5 254 568        |
| Intérêts et charges assimilés  | -2 353 901       | -2 275 228       |
| <b>MARGE D'INTERETS</b>  | <b>3 266 105</b> | <b>2 979 340</b> |
| Commissions perçues  | 1 046 386        | 915 761          |
| Commissions servies  | -226 798         | -143 421         |
| <b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>   | <b>819 588</b>   | <b>772 343</b>   |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat                     | 282 694          | 271 001          |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente                                  | 166 437          | 137 140          |
| <b>RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHÉ</b>  | <b>449 131</b>   | <b>408 141</b>   |
| Produits des autres activités  | 487 629          | 378 421          |
| Charges des autres activités   | -174 455         | -158 318         |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>4 847 998</b> | <b>4 379 927</b> |
| Charges générales d'exploitation   | -2 519 412       | -2 328 814       |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles | -323 716         | -274 995         |
| <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  | <b>2 004 870</b> | <b>1 776 118</b> |
| Coût du risque   | -875 174         | -1 046 198       |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>   | <b>1 129 696</b> | <b>729 920</b>   |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence                                    | 36 331           | 31 916           |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs   | -4 487           | -16 921          |
| Variations de valeurs des écarts d'acquisition   |                  |                  |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>   | <b>1 161 540</b> | <b>744 915</b>   |
| Impôts sur les bénéfices   | -285 400         | -219 803         |
| <b>RESULTAT NET</b>  | <b>876 140</b>   | <b>525 112</b>   |
| Résultat hors groupe   | 280 851          | 164 923          |
| <b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>   | <b>595 289</b>   | <b>360 189</b>   |
| Résultat net par action en MAD   | 3,3              | 2,1              |
| Résultat net dilué par action en MAD   | 3,3              | 2,1              |

**Grant Thornton**  
 47, rue Abd Ben Abdou  
 20 000 Casablanca  
 Maroc

**EY**  
 Audit & Conseil  
 31, Boulevard Mohammed VI  
 20 000 Casablanca  
 Maroc

**GRUPE BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR**  
**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE**  
**CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2013**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives du semestre couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 17.917.889, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 876.140.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank arrêtés au 30 juin 2013, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 20 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

**FIDUCIAIRE GRANT THORNTON**  
 Société à responsabilité limitée  
 17, rue de la Liberté  
 20 000 Casablanca  
 Maroc

**ERNST & YOUNG**  
 Société à responsabilité limitée  
 31, Boulevard Mohammed VI  
 20 000 Casablanca  
 Maroc

Faïçal MEKOUAR  
 Associé

Bachir TAZI  
 Associé





# BMCE BANK

## EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

### VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

|   | Capital   | Réserves liées au capital | Actions propres | Réserves et résultats consolidés | Gains ou pertes latents ou différés | Capitaux propres part Groupe | Intérêts minoritaires | Total            |
|---|-----------|---------------------------|-----------------|----------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Capitaux propres clôture 31.12.2011 corrigés</b>                               | 1 719 634 | 8 731 500                 |                 | 1 895 284                        | 82 186                              | 12 428 604                   | 3 956 693             | 16 385 297       |
| Changeement de méthodes comptables  |           |                           |                 |                                  |                                     |                              |                       |                  |
| <b>Capitaux propres clôture 31.12.2011 corrigés</b>                               | 1 719 634 | 8 731 500                 |                 | 1 895 284                        | 82 186                              | 12 428 604                   | 3 956 693             | 16 385 297       |
| Opérations sur capital  | 75 000    | 1 455 234                 |                 | 151 846                          |                                     | 1 682 080                    | 45 587                | 1 727 667        |
| Paiements fondés sur des actions  |           |                           |                 |                                  |                                     |                              |                       |                  |
| Opérations sur actions propres  |           |                           |                 |                                  |                                     |                              |                       |                  |
| Dividendes  |           |                           |                 | -530 954                         |                                     | -530 954                     | -329 259              | -860 213         |
| <b>Résultat de l'exercice</b>   |           |                           |                 | <b>923 152</b>                   |                                     | <b>923 152</b>               | <b>656 309</b>        | <b>1 579 461</b> |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)      |           |                           |                 |                                  |                                     |                              |                       |                  |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B) |           |                           |                 |                                  | 2 254                               | 2 254                        | 695                   | 2 949            |
| Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)                   |           |                           |                 |                                  | 1 689                               |                              |                       | 1 689            |
| <b>Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)</b>                        |           |                           |                 | <b>3 943</b>                     | <b>3 943</b>                        | <b>3 943</b>                 | <b>695</b>            | <b>4 638</b>     |
| Variation de périmètre (1)  |           |                           |                 | -251 218                         |                                     | -251 218                     | -187 508              | -438 726         |
| Divers  |           |                           |                 | 4 583                            |                                     | 4 583                        | 10 822                | 15 405           |
| <b>Capitaux propres clôture 31.12.2012 corrigés</b>                               | 1 794 634 | 10 186 734                |                 | 2 192 693                        | 86 129                              | 14 260 190                   | 4 153 339             | 18 413 529       |
| Changeement de méthodes comptables  |           |                           |                 |                                  |                                     |                              |                       |                  |
| <b>Capitaux propres clôture 31.12.2012 corrigés</b>                               | 1 794 634 | 10 186 734                |                 | 2 192 693                        | 86 129                              | 14 260 190                   | 4 153 339             | 18 413 529       |
| Opérations sur capital  |           | 119 316                   |                 | -105 186                         |                                     | 14 130                       | 100 063               | 114 193          |
| Paiements fondés sur des actions  |           |                           |                 |                                  |                                     |                              |                       |                  |
| Opérations sur actions propres  |           |                           |                 |                                  |                                     |                              |                       |                  |
| Dividendes  |           |                           |                 | -596 876                         |                                     | -596 876                     | -341 412              | -938 288         |
| <b>Résultat de l'exercice</b>   |           |                           |                 | <b>595 289</b>                   |                                     | <b>595 289</b>               | <b>280 851</b>        | <b>876 140</b>   |
| Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)      |           |                           |                 |                                  |                                     |                              |                       |                  |
| Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F) |           |                           |                 |                                  | 22 409                              | 22 409                       | 1 739                 | 24 148           |
| Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)                   |           |                           |                 |                                  | -3 039                              | -3 039                       |                       | -3 039           |
| <b>Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)</b>                        |           |                           |                 | <b>19 370</b>                    | <b>19 370</b>                       | <b>19 370</b>                | <b>1 739</b>          | <b>21 109</b>    |
| Variation de périmètre (1)  |           |                           |                 | -254 982                         |                                     | -254 982                     | -326 620              | -581 602         |
| Divers  |           |                           |                 | 11 120                           |                                     | 11 120                       | 1 688                 | 12 808           |
| <b>Capitaux propres clôture 30.06.2013</b>  | 1 794 634 | 10 306 050                |                 | 1 842 058                        | 105 499                             | 14 048 241                   | 3 869 648             | 17 917 889       |

#### (1) - Variation de périmètre en 2012/2013

Il s'agit essentiellement de l'effet des acquisitions complémentaires au niveau de BOA ainsi que des acquisitions réalisées par BOA Group

### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de DH

|   | Jun 2013   | Déc 2012    | Jun 2012    |
|---|------------|-------------|-------------|
| <b>Résultat avant impôts</b>  | 1 161 540  | 2 150 943   | 744 915     |
| +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles                    | 1 643 226  | 3 054 760   | 1 483 097   |
| +/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations               |            |             |             |
| +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers  | -19 056    | 109 300     | 29 606      |
| +/- Dotations nettes aux provisions   | 592 166    | 665 231     | 939 009     |
| +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence   | -41 545    | -55 215     | -31 916     |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement   | -435 601   | -990 901    | -420 746    |
| +/- Perte nette/(gain net) des activités de financement   |            |             |             |
| +/- Autres mouvements   | -528 220   | 195 374     | -116 826    |
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b> | 1 210 970  | 2 978 549   | 1 882 224   |
| +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés                                 | -1 290 280 | 13 027 531  | 9 530 466   |
| +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle  | -737 510   | -14 814 540 | -14 115 328 |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers                              | 5 313 867  | -2 343 396  | -423 774    |
| +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers                          | -5 969 757 | 3 581 880   | 2 931 019   |
| - Impôts versés   | -213 844   | -602 893    | -271 580    |
| <b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles</b>    | -2 897 524 | -1 151 418  | -2 349 197  |
| <b>Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle</b>  | -525 014   | 3 978 074   | 277 942     |
| +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations   | -842 609   | -1 093 371  | -435 023    |
| +/- Flux liés aux immeubles de placement  | -107       | -286        | -284        |
| +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles  | -790 633   | -528 089    | -555 044    |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>   | -1 633 348 | -1 621 692  | -990 351    |
| +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires  | -1 031 226 | 1 096 982   | -893 348    |
| +/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement                                   | -1 371 329 | 1 949 786   | 519 848     |
| <b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>   | -2 402 554 | 3 046 768   | -373 500    |
| <b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie</b>               | -57 542    | 57 761      | -6 490      |
| <b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>                    | -4 618 458 | 5 460 911   | -1 092 399  |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>  | 16 098 912 | 10 638 001  | 10 638 001  |
| Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)   | 9 854 817  | 6 391 958   | 6 391 958   |
| Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit                        | 6 244 095  | 4 246 043   | 4 246 043   |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>   | 11 480 453 | 16 098 912  | 9 545 602   |
| Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)   | 9 699 147  | 9 854 817   | 7 389 560   |
| Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit                        | 1 781 305  | 6 244 095   | 2 156 042   |
| <b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>   | -4 618 458 | 5 460 911   | -1 092 399  |

### MARGE D'INTERETS

En milliers de DH

|   | Jun 2013  |           |           | Jun 2012  |           |           |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|   | Produits  | Charges   | Net       | Produits  | Charges   | Net       |
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                 | 4 460 990 | 1 485 645 | 2 975 345 | 4 169 163 | 1 431 331 | 2 737 832 |
| Comptes et prêts/emprunts   | 4 172 981 | 1 447 474 | 2 725 507 | 3 885 914 | 1 370 905 | 2 515 009 |
| Opérations de pensions  |           | 38 171    | -38 171   |           | 60 426    | -60 426   |
| Opérations de location-financement                                  | 288 009   |           | 288 009   | 283 249   |           | 283 249   |
| <b>Opérations interbancaires</b>                                    | 358 480   | 450 238   | -91 758   | 367 242   | 475 612   | -108 370  |
| Comptes et prêts/emprunts   | 222 345   | 440 856   | -218 511  | 247 338   | 450 006   | -202 668  |
| Opérations de pensions  | 136 135   | 9 382     | 126 753   | 119 904   | 25 606    | 94 298    |
| <b>Emprunts émis par le Groupe</b>                                  |           |           |           |           |           |           |
| Instruments de couverture de résultats futurs                       |           |           |           |           |           |           |
| <b>Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux</b> |           |           |           |           |           |           |
| <b>Portefeuille de transactions</b>                                 | 438 384   | 418 018   | 20 366    | 413 959   | 368 285   | 45 674    |
| Titres à revenu fixe  | 438 384   | 283 301   | 155 083   | 413 959   | 257 391   | 156 568   |
| Opérations de pensions  |           |           |           |           |           |           |
| Prêts/emprunts  |           |           |           |           |           |           |
| Dettes représentées par un titre                                    |           | 134 717   | -134 717  |           | 110 894   | -110 894  |
| <b>Actifs disponibles à la vente</b>                                |           |           |           |           |           |           |
| <b>Actifs détenus jusqu'à échéance</b>                              | 362 152   |           | 362 152   | 304 204   |           | 304 204   |
| <b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS OU ASSIMILÉS</b>        | 5 620 006 | 2 353 901 | 3 266 105 | 5 254 568 | 2 275 228 | 2 979 340 |

### RÉSULTAT PAR SECTEUR OPERATIONNEL

En milliers de DH

|  | Jun 2013        |                                      |                                 |                  |                           | Jun 2012   |                 |                                      |                                 |                  |                           |             |
|--|-----------------|--------------------------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------|------------|-----------------|--------------------------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------|-------------|
|  | Banque au Maroc | Gestion d'actifs & Banque d'Affaires | Services Financiers Spécialisés | Autres Activités | Activités Internationales | Total      | Banque au Maroc | Gestion d'actifs & Banque d'Affaires | Services Financiers Spécialisés | Autres Activités | Activités Internationales | Total       |
| Marge d'Intérêts   | 1 493 988       | 2 330                                | 282 859                         | -2 982           | 1 489 910                 | 3 266 105  | 1 369 286       | 6 216                                | 271 072                         | (2 881)          | 1 335 647                 | 2 979 340   |
| Marge sur commissions  | 355 321         |                                      | 50 817                          | 2 131            | 411 319                   | 819 588    | 331 710         | 51 835                               | 75 697                          |                  | 313 101                   | 772 343     |
| Produits nets bancaires  | 2 106 461       |                                      | 106 777                         | 291 078          | 77 374                    | 2 266 308  | 4 847 998       | 1 930 410                            | 84 715                          | 277 360          | 72 796                    | 2 014 646   |
| Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements | -1 283 443      |                                      | -101 479                        | -84 410          | -40 741                   | -1 333 055 | (2 843 128)     | (1 201 970)                          | (94 031)                        | (77 832)         | (38 460)                  | (1 915 516) |
| Résultat Brut d'Exploitation                                     | 823 019         |                                      | 5 298                           | 206 667          | 36 633                    | 933 253    | 2 004 870       | 728 440                              | (9 316)                         | 199 528          | 34 336                    | 823 130     |
| Charge ou Produit d'impôt sur le résultat                        | -128 837        |                                      | -11 560                         | -43 551          | -4 409                    | -97 043    | (285 400)       | (135 691)                            | (9 859)                         | (41 820)         | (4 483)                   | (27 950)    |
| Résultat Part du Groupe  | 260 747         |                                      | 35 739                          | 52 401           | 19 652                    | 226 570    | 595 289         | 156 373                              | 11 502                          | 48 271           | 18 483                    | 125 561     |

### ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

|                                     | Jun 2013        |                                      |                                 |                  |                           | Déc 2012    |                 |                                      |                                 |                  |                           |             |
|-------------------------------------|-----------------|--------------------------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------|-------------|-----------------|--------------------------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------|-------------|
|                                     | Banque au Maroc | Gestion d'actifs & Banque d'Affaires | Services Financiers Spécialisés | Autres Activités | Activités Internationales | Total       | Banque au Maroc | Gestion d'actifs & Banque d'Affaires | Services Financiers Spécialisés | Autres Activités | Activités Internationales | Total       |
| Total bilan                         | 159 187 684     | 443 988                              | 8 341 420                       | 120 828          | 56 639 190                | 224 733 110 | 160 441 588     | 370 334                              | 14 060 260                      | 170 880          | 55 846 424                | 230 889 486 |
| Éléments d'actif                    |                 |                                      |                                 |                  |                           |             |                 |                                      |                                 |                  |                           |             |
| Actifs disponibles à la vente       | 1 371 380       |                                      | 15 799                          | 15 799           | 25 440                    | 1 704 552   | 3 227 109       | 1 312 325                            | 5 711                           | 25 440           | 1 351 439                 | 2 795 923   |
| Prêts et créances sur la clientèle  | 96 553 332      | 7 859                                | 12 982 161                      | 27               | 30 964 964                | 140 508 316 | 95 425 585      | 5 824                                | 13 185 602                      |                  | 30 191 767                | 138 808 778 |
| Placements détenus jusqu'à échéance | 2 390 723       |                                      | 27                              |                  | 8 870 002                 | 11 260 752  | 1 790 606       |                                      | 27                              |                  | 8 728 308                 | 10 518 941  |
| Éléments du passif                  |                 |                                      |                                 |                  |                           |             |                 |                                      |                                 |                  |                           |             |
| Dettes envers la clientèle          | 102 625 531     |                                      | 1 079 751                       |                  | 43 653 747                | 147 359 029 | 102 081 985     |                                      | 1 184 435                       |                  | 41 384 337                | 144 650 757 |
| Fonds propres                       | 13 711 439      | 107 160                              | 1 130 784                       | -111 141         | 3 079 647                 | 17 917 889  | 13 567 426      | 104 114                              | 1 243 349                       | -97 626          | 3 626 266                 | 18 413 529  |

### GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

|   | Jun 2013      | Jun 2012       |
|---|---------------|----------------|
| Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation |               |                |
| Plus-values de cession                                      |               |                |
| Moins-value de cession                                      |               |                |
| <b>Titres de capitaux propres consolidés</b>                |               |                |
| Plus-values de cession                                      |               |                |
| Moins-value de cession                                      |               |                |
| Autres (*)  |               | -4 487         |
| <b>GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS</b>                    | <b>-4 487</b> | <b>-16 921</b> |

### COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

|  | Jun 2013         |                |                | Jun 2012       |                |                |
|--|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|  | Produits         | Charges        | Net            | Produits       | Charges        | Net            |
| <b>Commissions nettes sur opérations</b>                             | 454 155          | 106 579        | 347 576        | 327 420        | 90 282         | 237 138        |
| - avec les établissements de crédit                                  |                  |                |                |                |                |                |
| - avec la clientèle  | 143 289          |                | 143 289        | 131 015        |                | 131 015        |
| - sur titres   | 70 177           | 84 960         | -14 783        | 71 424         | 65 733         | 5 691          |
| - de change  | 240 689          | 21 619         | 219 070        | 124 981        | 24 549         | 100 432        |
| - sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan |                  |                |                |                |                |                |
| <b>Prestation de services bancaires et financiers</b>                | 592 231          | 120 219        | 472 012        | 588 341        | 53 136         | 535 205        |
| Produits nets de gestion d'OPCVM                                     |                  |                |                |                |                |                |
| Produits nets sur moyen de paiement                                  | 139 688          | 19 553         | 120 135        | 122 877        | 18 725         | 104 152        |
| Assurance  |                  |                |                |                |                |                |
| Autres   | 452 543          | 100 666        | 351 877        | 465 464        | 34 411         | 431 053        |
| <b>PRODUITS NETS DE COMMISSIONS</b>                                  | <b>1 046 386</b> | <b>226 798</b> | <b>819 588</b> | <b>915 761</b> | <b>143 418</b> | <b>772 343</b> |

### COUT DU RISQUE DE LA PERIODE

En milliers de DH

|                                 | Jun 2013 | Jun 2012   |
|---------------------------------|----------|------------|
| <b>Dotations aux provisions</b> | -985 406 | -1 213 013 |
|                                 |          |            |



www.bmcebank.ma

# BMCE BANK EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

## EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATEGIES DE COUVERTURE MISSION 6 ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur leurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Banque et le CACI Groupe, le Comité de Surveillance des Grands Risques, le Comité de Direction Générale, les Comités Seniors de Crédit, outre le Comité de Déclassement, le Comité ALCO, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles au sein du Groupe.

Le Pôle Risques Groupe, à travers le Management des Risques Groupe, le Management des Risques à l'International et l'Analyse et suivi des Engagements, assure, d'une part, la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

### RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

#### Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre au sein de BMCE Bank s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
  - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formalise les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
  - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises aux processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt présentée par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.

- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
  - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détecter suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
  - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu persone sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
  - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Président de la Banque doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures Internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant agrégé des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

La mise en place de la Régionalisation au sein de BMCE Bank a été accompagnée d'une évolution du schéma délégatoire afin d'y intégrer la nouvelle dimension régionale, à travers l'attribution de délégations de pouvoir aux régions et l'instauration d'un comité de crédit régional.

#### Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque de la Banque. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier dont l'objectif est de cas échéant d'actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque.

A ce propos, des limites de concentration ont été instaurées portant sur les secteurs d'activité. Des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

#### Dispositif de Surveillance du Risque Crédit

Le Pôle Risques Groupe via l'entité en charge des Risques de Crédit Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank, des missions de :

- Prévention des risques de crédit ;
- Contribution à la politique globale de crédit ;
- Surveillance permanente des risques de crédit.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, cette entité est amenée à :

- Surveiller la régularité des engagements ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le réseau l'évolution des principaux risques ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les en souffrance.

#### Créances en Souffrance

Une revue exhaustive du portefeuille de la Banque est effectuée mensuellement à l'aide d'un état des comptes à risques conçu par référence aux critères de classifications des créances en souffrance institués par la circulaire n°19 de BAN, ainsi qu'à d'autres critères de sécurité complémentaires retenus par la Banque.

#### Dispositif de Notation Interne

Concernant le projet notation interne hors Retail, le déploiement de l'outil de notation interne FACT a été généralisé. Des formations ont été dispensées à l'ensemble des acteurs du réseau commercial.

Le projet de Scoring pour le segment clientèle Retail, se poursuit avec une mise en œuvre effective prévue au cours de l'exercice 2013. Ces projets qui s'inscrivent dans le cadre du périmètre Groupe BMCE (y compris les filiales locales) ont pour objectif d'ancrer opérationnellement la notation interne et le scoring Retail dans les processus Métiers de la Banque et de ses filiales (exemple : utilisation de la notation pour le système de délégation, la tarification, le ciblage commercial et marketing) en facilitant par ailleurs la prise de décision d'octroi de crédit.

#### RISQUE DE MARCHE

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêt ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Les principaux acteurs du dispositif de pilotage des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank sont :

- Le Comité Risques Groupe qui définit la politique de gestion des risques de marché Groupe et valide toute modification inhérente au pilotage des risques sur opérations de marché mise en œuvre au sein des différentes entités du périmètre ;
- Le Management des Risques Groupe qui centralise la gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank en tant que fonction indépendante des autres fonctions de la Banque et qui assure une objectivité optimale dans le pilotage des risques de marché et l'arbitrage entre les différentes activités sur opérations de marché ;

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank s'articule autour de trois axes principaux :

- Limites (Limites de Contrepartie sur Opérations de Marché, Limites de Marché, Limites réglementaires) ;
- Indicateurs de risques (Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif) ; Stress Testing par facteur de risque ;
- Sensibilité et durée du portefeuille globale ou par activité pour les positions sur taux ; sensibilités de type delta, gamma, véga, theta, rho pour les positions sur produits dérivés) ;
- Exigences en Fonds Propres.

#### RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de forte croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par BMCE Bank a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la matière de l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

#### Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but, d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le coefficient de liquidité (tel que défini par la Banque Centrale) ;
- Le profil des impasses cumulées à l'horizon 12 mois en mode statique.

La technique des Impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

#### Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêts vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque. La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer au travers d'un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant le niveau d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des Impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actifs / passifs sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

#### RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

Les objectifs stratégiques prioritaires du Groupe BMCE Bank au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels sont de deux types :

- Réduction de l'exposition aux risques opérationnels ;
- Optimisation des exigences en fonds propres relatives aux risques opérationnels.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I.). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), coordinateurs risques opérationnels et relais risques opérationnels. Les données produites font partie intégrante de ses processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel :

- L'exposition au risque opérationnel et les pertes subies sont régulièrement notifiées à la direction de l'unité concernée, à la direction générale et au Conseil d'Administration ;
- Le système de gestion est correctement documenté, permettant d'assurer respect d'un ensemble formalisé de contrôles, de procédures internes et de mesures correctives en cas de non-conformité ;
- Les auditeurs internes et/ou externes sont appelés à examiner périodiquement les processus de gestion et les systèmes de mesure du risque opérationnel. Ces examens portent sur les activités des unités et sur la fonction indépendante de gestion du risque opérationnel.

Les données internes qui ont vocation à devenir une composante majeure du modèle interne de calcul des fonds propres respectent les conditions suivantes :

- Exhaustivité : les données internes de pertes prennent en compte toutes les activités et expositions des métiers, unités et services dans toutes les implantations géographiques concernées ;
- Consolidation : les données historiques de pertes sont restituées selon les deux axes correspondant aux typologies des huit lignes métiers et sept catégories de risques édictées par le Comité de Bâle, selon des critères objectifs correctement documentés.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Éviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Élaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank dispose d'un très fort dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque explicités au préalable. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile.

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE est structurée en trois Comités RO :

- Comité Risques Opérationnels Groupe.
- Comité Risques Opérationnels Filiales.
- Comité de Suivi des Risques Opérationnels.

Les missions de ces Comités sont les suivantes :

- L'évaluation de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques.
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques.
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque.
- Le montant des fonds propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

#### Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la résilience des entreprises face aux interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien de l'activité de la Banque de façon temporaire sans compromettre la pérennité de la Banque.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation
- Élaboration de la notation interne et fiche pays
- Allocation des limites pays
- Reporting et alertes
- Provisionnement

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

Ces reporting dressent la situation en fin de mois et permettent un suivi des limites pays fixées.

#### STRESS TESTING

Le stress testing consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et à pour objectif :

- de renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit.
- Une meilleure allocation des fonds propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille.

Le groupe BMCE BANK intègre le stress testing comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de stress test sont réalisés régulièrement en sus des nouveaux reportings semestriels instaurés par le régulateur au cours de l'exercice 2012.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

Ces reporting dressent la situation en fin de mois et permettent un suivi des limites pays fixées.

#### ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT

En milliers de DH

|  | Juin 2013                    |  | Déc 2012                     |  |
|--|------------------------------|--|------------------------------|--|
|  | Portefeuille de transactions | Portefeuille évalué en valeur de marché sur option | Portefeuille de transactions | Portefeuille évalué en valeur de marché sur option |

**ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT**

**Titres de créance négociables** 7 974 415 7 974 415 12 855 398 12 855 398

Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales 6 300 836 6 300 836 5 751 851 5 751 851

Autres titres de créances négociables 1 673 579 1 673 579 7 103 547 7 103 547

**Obligations** 452 132 452 132 399 217 399 217

Obligations d'Etat 452 132 452 132 399 217 399 217

Autres obligations 19 915 004 19 915 004 20 970 684 20 970 684

**Actions et autres titres à revenu variable** 19 915 004 19 915 004 20 970 684 20 970 684

Opérations de pension

Prêts

- aux établissements de crédit

- à la clientèle entreprises

- à la clientèle particuliers

**Instruments financiers dérivés de transaction** 12 421 12 421 19 378 19 378

Instruments dérivés de cours de change 11 844 11 844 18 801 18 801

Instruments dérivés de taux d'intérêt 577 577 577 577

Instruments dérivés sur actions

Instruments dérivés de crédit

Autres instruments dérivés

**TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT** 28 353 972 28 353 972 34 244 677 34 244 677

**PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT**

Emprunts de titres et ventes à découvert

Opérations de pension

Emprunts

Etablissements de crédit

Clientèle Entreprises

Dettes représentées par un titre

**Instruments financiers dérivés de transactions** 1 614 1 614 1 614 1 614

Instruments dérivés de cours de change 1 614 1 614 1 614 1 614

Instruments dérivés de taux d'intérêt

Instruments dérivés sur actions

Instruments dérivés de crédit

Autres instruments dérivés

**TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT** 1 614 1 614 1 614 1 614

**REPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODELE UTILISE POUR LA VALORISATION**

En milliers de DH

|  | Juin 2013      |                                    |  | Déc 2012       |                                    |  |
|--|----------------|------------------------------------|--|----------------|------------------------------------|--|
|  | Prix de marché | Modèle avec paramètres observables | Modèle avec paramètres non observables | Prix de marché | Modèle avec paramètres observables | Modèle avec paramètres non observables |

**ACTIFS FINANCIERS**

Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction 28 353 972 28 353 972 34 244 677 34 244 677

Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option

**PASSIFS FINANCIERS**

Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction 1 614 1 614 1 614 1 614

Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option



www.bmcebank.ma

# BMCE BANK

## EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

### ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En milliers de DH

|   | Juin 2013        | Déc 2012         |
|---|------------------|------------------|
| Titres de créance négociables   |                  |                  |
| Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale |                  |                  |
| Autres titres de créance négociables                                      |                  |                  |
| Obligations   |                  |                  |
| Obligations d'Etat  |                  |                  |
| Autres Obligations  |                  |                  |
| <b>Actions et autres titres à revenu variable</b>                         | <b>3 500 941</b> | <b>3 135 119</b> |
| dont titres cotés   | 329 839          | 240 129          |
| dont titres non cotés   | 3 171 102        | 2 894 990        |
| <b>TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION</b>         | <b>3 500 941</b> | <b>3 135 119</b> |
| <b>Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente</b>     | <b>-273 832</b>  | <b>-339 196</b>  |
| Titres à revenu fixe  |                  |                  |
| Titres à revenu variable  | -273 832         | -339 196         |
| <b>TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS</b>     | <b>3 227 109</b> | <b>2 795 923</b> |

dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations

### PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

|   | Juin 2013         | Déc 2012          |
|---|-------------------|-------------------|
| Comptes à vue   | 6 093 173         | 6 731 875         |
| Prêts   | 10 987 975        | 13 251 828        |
| Opérations de pension   | 203 248           | 1 451 883         |
| <b>TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION</b>   | <b>17 284 396</b> | <b>21 435 586</b> |
| Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit                            | -38 632           | -38 640           |
| <b>TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION</b> | <b>17 245 764</b> | <b>21 396 946</b> |

### DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

|   | Juin 2013         | Déc 2012          |
|---|-------------------|-------------------|
| Comptes à vue   | 2 949 527         | 1 829 261         |
| Emprunts  | 19 236 553        | 18 433 119        |
| Opérations de pension                                       | 10 412 856        | 13 965 786        |
| <b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b> | <b>32 598 936</b> | <b>34 228 166</b> |

### PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de DH

|  | Juin 2013          | Déc 2012           |
|--|--------------------|--------------------|
| Comptes ordinaires débiteurs   | 24 906 347         | 20 455 562         |
| Prêts consentis à la clientèle   | 100 640 321        | 100 796 021        |
| Opérations de pension  | 10 578 177         | 12 780 120         |
| Opérations de location-financement   | 10 701 876         | 10 514 070         |
| <b>TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION</b>   | <b>146 826 721</b> | <b>144 545 773</b> |
| Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle                                | -6 318 405         | -5 736 995         |
| <b>TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION</b> | <b>140 508 316</b> | <b>138 808 778</b> |

### VENTILATION DES CREANCES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

En milliers de DH

|                                 | Juin 2013          | Déc 2012           |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| Banque au Maroc                 | 96 553 333         | 95 425 585         |
| Services Financiers Spécialisés | 13 005 180         | 13 185 606         |
| Activités à l'international     | 30 941 944         | 30 191 767         |
| Gestion d'actifs                | 7 859              | 5 820              |
| Autres activités                |                    |                    |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>       | <b>140 508 316</b> | <b>138 808 778</b> |
| Dettes rattachées               |                    |                    |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>          | <b>140 508 316</b> | <b>138 808 778</b> |

### VENTILATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

|                           | Juin 2013          | Déc 2012           |
|---------------------------|--------------------|--------------------|
| Maroc                     | 109 566 372        | 108 617 015        |
| Afrique                   | 28 759 161         | 27 586 199         |
| Europe                    | 2 182 784          | 2 605 564          |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b> | <b>140 508 316</b> | <b>138 808 778</b> |
| Dettes rattachées         |                    |                    |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>    | <b>140 508 316</b> | <b>138 808 778</b> |

### DETTES ENVERS LA CLIENTELE

En milliers de DH

|   | Juin 2013          | Déc 2012           |
|---|--------------------|--------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs               | 64 805 522         | 63 669 813         |
| Comptes à terme                             | 20 794 916         | 20 207 095         |
| Comptes d'épargne                           | 18 474 034         | 17 903 838         |
| Bons de caisse                              | 4 521 328          | 4 107 980          |
| Opérations de pension                       | 1 725 565          | 1 499 500          |
| Autres comptes créditeurs                   | 37 037 664         | 37 262 531         |
| <b>TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE</b> | <b>147 359 029</b> | <b>144 650 757</b> |

### VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

En milliers de DH

|                                 | Juin 2013          | Déc 2012           |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| Banque au Maroc                 | 102 625 531        | 102 081 985        |
| Services Financiers Spécialisés | 1 079 751          | 1 184 434          |
| Activités à l'international     | 43 653 747         | 41 384 338         |
| Gestion d'actifs                |                    |                    |
| Autres activités                |                    |                    |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>       | <b>147 359 029</b> | <b>144 650 757</b> |
| Dettes rattachées               |                    |                    |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>          | <b>147 359 029</b> | <b>144 650 757</b> |

### VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

|                           | Juin 2013          | Déc 2012           |
|---------------------------|--------------------|--------------------|
| Maroc                     | 103 705 282        | 103 266 419        |
| Afrique                   | 42 855 675         | 40 317 675         |
| Europe                    | 798 072            | 1 066 663          |
| <b>TOTAL EN PRINCIPAL</b> | <b>147 359 029</b> | <b>144 650 757</b> |
| Dettes rattachées         |                    |                    |
| <b>VALEUR AU BILAN</b>    | <b>147 359 029</b> | <b>144 650 757</b> |

### IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

|   | Juin 2013              |  |                        | Déc 2012               |  |                        |
|---|------------------------|--|------------------------|------------------------|--|------------------------|
|   | Valeur brute comptable | Cumul des amortissements et pertes de valeur | Valeur nette comptable | Valeur brute comptable | Cumul des amortissements et pertes de valeur | Valeur nette comptable |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                | <b>9 392 028</b>       | <b>4 029 436</b>                             | <b>5 362 592</b>       | <b>8 936 538</b>       | <b>3 805 010</b>                             | <b>5 131 528</b>       |
| Terrains et constructions                         | 1 865 039              | 508 685                                      | 1 356 354              | 2 031 429              | 516 758                                      | 1 514 671              |
| Équipement, Mobilier, Installations               | 3 677 561              | 1 615 388                                    | 2 062 173              | 3 551 517              | 1 507 439                                    | 2 044 078              |
| Biens mobiliers donnés en location                |                        |  |                        |                        |  |                        |
| Autres immobilisations                            | 3 849 428              | 1 905 363                                    | 1 944 065              | 3 353 592              | 1 780 813                                    | 1 572 779              |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>              | <b>1 668 267</b>       | <b>896 598</b>                               | <b>771 669</b>         | <b>1 592 323</b>       | <b>840 868</b>                               | <b>751 455</b>         |
| Logiciels informatiques acquis                    | 1 085 732              | 569 370                                      | 516 362                | 1 020 384              | 520 987                                      | 499 397                |
| Logiciels informatiques produits par l'entreprise |                        |  |                        |                        |  |                        |
| Autres immobilisations incorporelles              | 582 535                | 327 228                                      | 255 307                | 571 939                | 319 881                                      | 252 058                |
| <b>Immeubles de placements</b>                    | <b>853 981</b>         | <b>84 823</b>                                | <b>769 158</b>         | <b>693 382</b>         | <b>79 222</b>                                | <b>614 160</b>         |

### PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

|   | Juin 2013      | Déc 2012       |
|---|----------------|----------------|
| <b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE</b> | <b>523 235</b> | <b>457 440</b> |
| Dotations aux provisions                                    | 79 986         | 131 271        |
| Reprises de provisions                                      | -89 527        | -83 187        |
| Utilisation des provisions                                  | -12 060        | 16 737         |
| Variation des parités monétaires et divers                  | -774           | 974            |
| <b>TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE</b>   | <b>500 860</b> | <b>523 235</b> |

### EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

|                              | Juin 2013     | Déc 2012      |
|------------------------------|---------------|---------------|
| Capital (DH)                 | 1 794 633 900 | 1 794 633 900 |
| Nombre d'actions             | 179 463 390   | 179 463 390   |
| Résultat Part du Groupe (DH) | 595 289 422   | 923 152 000   |
| Résultat par Action (DH)     | 3,3           | 5,1           |

### PERIMETRE DE CONSOLIDATION

| Dénomination                        | Secteur d'activité       | % du contrôle | % d'intérêts | Méthode de consolidation |
|-------------------------------------|--------------------------|---------------|--------------|--------------------------|
| BMCE BANK                           | Banque                   |               |              | Mère                     |
| BMCE CAPITAL                        | Banque d'Affaires        | 100,00%       | 100,00%      | I.G.                     |
| BMCE CAPITAL GESTION                | Gestion d'actifs         | 100,00%       | 100,00%      | I.G.                     |
| BMCE CAPITAL BOURSE                 | Intermédiation boursière | 100,00%       | 100,00%      | I.G.                     |
| MAROC FACTORING                     | Factoring                | 100,00%       | 100,00%      | I.G.                     |
| MAGHREBAIL                          | Crédit-Bail              | 51,00%        | 51,00%       | I.G.                     |
| SALAFIN                             | Crédit à la consommation | 74,50%        | 74,50%       | I.G.                     |
| BMCE INTERNATIONAL MADRID           | Banque                   | 100,00%       | 100,00%      | I.G.                     |
| LA CONGOLAISE DE BANQUE             | Banque                   | 25,00%        | 25,00%       | I.G.                     |
| BMCE BANK INTERNATIONAL PLC         | Banque                   | 100,00%       | 100,00%      | I.G.                     |
| BANK OF AFRICA                      | Banque                   | 68,58%        | 68,58%       | I.G.                     |
| LOCASOM                             | Location de voiture      | 100,00%       | 97,30%       | I.G.                     |
| RM EXPERTS                          | Recouvrement             | 100,00%       | 100,00%      | I.G.                     |
| BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI     | Banque                   | 27,38%        | 27,38%       | M E E                    |
| EULER HERMES ACMAR                  | Assurance                | 20,00%        | 20,00%       | M E E                    |
| HANOUTY                             | Distribution             | 45,55%        | 45,55%       | M E E                    |
| EURAFRIC INFORMATION                | Informatique             | 41,00%        | 41,00%       | M E E                    |
| CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT | Bureau d'étude           | 38,90%        | 38,90%       | M E E                    |